

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1904.

Proposition de loi modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895
sur l'enseignement primaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Bien que des modifications successives aient déjà été apportées au barème qui fixe le minimum légal du traitement des instituteurs communaux, la situation actuelle prête toujours aux mêmes critiques; la complication des règles établies amène des conséquences anormales et fâcheuses qui viennent d'être signalées une fois de plus pendant la discussion du Budget de l'Instruction publique.

La loi du 14 août 1903, la dernière qui ait modifié la situation des instituteurs, a été votée hâtivement et sans examen suffisant; elle n'a point mis fin aux plaintes du personnel enseignant et déjà la Chambre est saisie de deux projets nouveaux déposés, l'un par un membre de la droite, l'autre par un membre de la gauche, pour améliorer cette loi cependant si récente.

Nous pensons qu'il faut aller plus loin et renoncer d'une façon complète, comme on l'a fait pour l'enseignement moyen, au système des catégories actuellement en vigueur et qui, quelles que soient les améliorations de détail qu'on y apporte, aura toujours les nombreux inconvénients qui ont été maintes fois mis en lumière.

Nous croyons qu'il faut graduer le traitement des instituteurs de l'enseignement primaire d'après le nombre de leurs années de services, sans tenir compte de l'importance de la commune où l'école est établie; ce dernier élément ne doit être pris en considération que pour fixer le montant de l'indemnité de logement.

Il faudrait aussi, d'après nous, rendre uniforme la différence des traitements alloués aux instituteurs en chef et aux sous-instituteurs. Sous le régime actuel, l'augmentation accordée à celui qui est appelé à la direction d'une école peut être considérable dans les premières catégories; elle peut

être nulle pour les instituteurs des dernières catégories ; et cela parce qu'ils perdent le bénéfice de leurs années de service.

Pour corriger ces déficiences du barème actuel, nous proposons d'allouer à tous les instituteurs un traitement dont le minimum comprenne une partie fixe, uniforme pour tous les instituteurs, et une indemnité de logement variant d'après l'importance de la localité ; à ce minimum viennent s'ajouter des augmentations périodiques et régulières ; enfin, le surcroît de travail et de responsabilité imposé à ceux qui ont la direction d'une école, sera rémunéré par une indemnité supplémentaire et fixe.

Notre projet assimile les institutrices aux instituteurs, à raison de l'identité des services qu'ils rendent.

Tel est, d'une façon générale, le principe de notre proposition.

Voici maintenant de quelle manière nous concevons les détails de son application :

I. — En allouant aux membres du personnel enseignant primaire un minimum de traitement uniforme de 1,000 francs, nous leur attribuons à tous une indemnité de logement, ce qui établit entre leurs émoluments la gradation qu'exige l'importance des communes où ils doivent prendre domicile.

Ainsi généralisée, l'indemnité de logement nous paraît pouvoir être établie d'après une échelle qui diffère peu de celle adoptée dans la loi de 1893. Toutefois, nous réduisons cette indemnité, dans la première catégorie, à 600 francs, et dans la seconde catégorie à 500 francs, afin de ne pas obérer les finances communales. Par contre, nous supprimons la cinquième catégorie, dont le maintien ne nous paraît pas justifié. Le minimum de revenu sera donc de 1,500, 1,400, 1,300 ou 1,600 francs, suivant l'importance des localités.

L'indemnité de logement n'étant qu'une partie du traitement, nous supprimons la disposition qui interdit à deux conjoints d'en bénéficier simultanément. Quant à l'indemnité spéciale allouée aux instituteurs en chef directeurs d'école, nous demandons qu'elle ne puisse être inférieure à 500 francs.

II. — En ce qui concerne les augmentations périodiques de traitement, les charges de famille des instituteurs croissant d'une façon régulière et continue, il nous a paru que des augmentations annuelles, peu élevées, répondraient mieux aux désirs du personnel enseignant que des accroissements de revenus plus importants mais plus espacés. C'est pourquoi nous proposons de leur accorder dix augmentations annuelles de soixante-quinze francs et ensuite vingt autres de cinquante francs.

Il nous semble légitime que ces majorations périodiques de revenu soient un peu plus fortes au début de la carrière que dans la suite, à raison de cette circonstance que c'est au cours des premières années de l'exercice de sa mission que l'instituteur doit s'imposer les plus fortes dépenses, en vue de compléter son instruction générale et professionnelle.

L'article 15 de la loi sur l'enseignement primaire contient actuellement deux dispositions relatives toutes deux à la privation des augmentations périodiques du traitement ; nous avons réuni en une seule ces deux disposi-

tions en y apportant une très légère modification ; il s'agit là d'une véritable pénalité qui doit, nous semble-t-il, être prononcée directement par l'autorité supérieure, sans devoir, en aucun cas, résulter de plein droit de l'application de peines disciplinaires.

III. — Le régime que nous proposons d'établir fait disparaître les principales raisons qui poussent aujourd'hui de nombreux membres du personnel enseignant à désirer un changement de résidence. S'il s'en produit néanmoins, il nous paraît injuste que l'instituteur perde, en se déplaçant, le fruit de ses années de travail. Son traitement ne pourra donc être modifié qu'en ce qui concerne l'indemnité de logement, laquelle devra être mise en rapport avec le rang de la commune où l'instituteur va exercer ses fonctions, c'est-à-dire relevée ou abaissée suivant les cas.

De même, le passage d'une commune d'une catégorie à une autre, par suite de l'augmentation ou de la diminution de sa population, n'aura pas d'effet sur le traitement des instituteurs, sauf en ce qui concerne leur indemnité de logement et sous réserve des droits acquis. Nous maintenons en effet, en en faisant une application plus générale et plus rationnelle, ce principe inscrit déjà actuellement dans la loi, que le traitement des instituteurs ne doit pas pouvoir subir de réductions.

IV. — Par un examen attentif des dispositions que nous proposons, on s'apercevra aisément que tout en faisant droit à de justes réclamations, elles n'augmentent qu'insensiblement les charges financières. Il faut éviter de rompre l'équilibre, assez instable, du budget des petites communes en leur imposant brusquement un important surcroît de dépenses. Nous pensons que la disposition transitoire insérée à la fin de notre projet obvie à ce danger ; elle stipule que l'application du barème se fera en augmentant annuellement de cent francs le traitement des instituteurs, lorsqu'il est inférieur à ce que leur assurerait l'application des règles nouvelles que nous avons formulées. La commune n'intervenant dans les augmentations de traitement que pour le tiers ou la moitié, selon les cas, c'est donc de 33 ou au maximum de 50 francs par instituteur que les dépenses communales s'accroîtront aussi longtemps que l'application du barème ne sera pas complète. Après cette période, la part de la commune dans les augmentations annuelles variera de fr. 37.50 à fr. 16.66 par instituteur.

V. — Deux autres dispositions concernent les instituteurs nommés à titre provisoire, en remplacement d'instituteurs en disponibilité, pendant un temps qui peut parfois être très long, et les intérimaires. Pour les premiers, nous demandons que lorsque la nomination deviendra définitive, elle rétroagisse, en ce qui concerne le droit aux augmentations annuelles, jusqu'à l'époque de l'entrée en fonctions. Sous la législation actuelle, le traitement des intérimaires est payé à concurrence de deux cinquièmes par l'État ; la même part tombe à charge de la commune et le dernier cinquième doit être déboursé par le titulaire malade. On a trouvé peu équitable que des institu-

teurs atteints par la maladie et astreints, de ce chef, à des dépenses supplémentaires, fussent privés d'une fraction de leur traitement. La plupart des conseils provinciaux du pays ont pris à leur charge le sacrifice imposé par la loi aux instituteurs malades. Nous proposons de consacrer cette heureuse initiative des conseils provinciaux en modifiant le texte de la loi.

Nous soumettons avec confiance cette proposition à l'examen de la Chambre qui l'étudiera, nous en sommes convaincu, avec le désir, qui est le nôtre, de donner enfin une satisfaction complète aux justes réclamations des instituteurs primaires, sans cependant compromettre la situation financière des communes.

FÉLIX CAMBIER.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les articles suivants de la loi du 15 septembre 1895 sont modifiés comme suit :

ART. 15. — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à mille francs.

Les instituteurs ou institutrices appelés à diriger une école touchent de ce chef un supplément de traitement, qui ne peut être inférieur à trois cents francs. Les communes peuvent leur fournir le logement dans les locaux scolaires ou à proximité, au lieu de leur payer l'indemnité de logement prévue à l'alinéa suivant.

Tout instituteur, institutrice, sous-instituteur ou sous-institutrice a droit à une indemnité de logement fixée comme suit :

Communes de :

4^e cat., moins de 10,000 h., 300 francs.

3^e — 10,001 à 40,000 h., 400 —

2^e — 40,001 à 100,000 h., 500 —

1^{re} — plus de 100,000 h., 600 —

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende artikelen der wet van 15 September 1895 worden gewijzigd als volgt :

ART. 15. — De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet minder dan duizend frank bedragen.

De onderwijzers of onderwijzeressen, die voor het bestuur eener school worden aangewezen, genieten uit dien hoofde eene bijwedde die niet minder dan drie honderd frank mag bedragen. De gemeenten kunnen hun huisvesting verleen in de schoolgebouwen of in de nabijheid daarvan, in stede van hun de bij het volgend lid voorziene vergoeding voor huisvesting te verleen.

Elke onderwijzer, onderwijzeres, hulp-onderwijzer of hulponderwijzeres, heeft recht op eene vergoeding voor huisvesting, die wordt vastgesteld als volgt :

Gemeenten :

der 4^e reeks, minder dan 10,000 inwoners, 300 frank.

der 3^e reeks, 10,001 tot 40,000 inwoners, 400 frank.

der 2^e reeks, 40,001 tot 100,000 inwoners, 500 frank.

der 1^e reeks, meer dan 100,000 inwoners, 600 frank.

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene hun later verleend, mogen geene vermindering ondergaan zolang de titelvoerders in bediening zijn.

ART. 15. — *A l'expiration de chaque année de bons services, l'instituteur a droit à une augmentation de 75 francs, durant ses dix premières années de fonctions, et à une augmentation de 50 francs durant les vingt années suivantes.*

La première période annuelle commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de la nomination de l'instituteur à titre définitif.

Si celui-ci a été appelé antérieurement à remplacer un instituteur en disponibilité, la date de sa nomination sera reportée à l'époque de son entrée en fonctions.

Sur la proposition du conseil communal et après avoir pris l'avis de la députation permanente, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation annuelle.

À moins que l'instituteur ait été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, cette mesure ne pourra être prise qu'après avoir pris l'avis de l'inspecteur et avoir entendu l'instituteur dans ses explications.

Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 francs, l'État supportera les deux tiers des augmentations périodiques obligatoires; il en supportera la moitié dans les autres communes.

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent l'indemnité de logement qui leur était acquise en vertu du troisième alinéa de l'article 13.

Lorsqu'une école entre dans une caté-

ART. 15. — *Na verloop van elk jaar goede diensten, heeft de onderwijzer recht op eene verhooging van 75 frank, gedurende zijne eerste tien dienstjaren, en op eene verhooging van 50 frank gedurende de twintig volgende jaren.*

Het eerste jaarlijksch tijdvak zal aanvangen den 1^{en} Januari van het jaar volgende op de bepaalde benoeming van den onderwijzer.

Werd deze vroeger aangewezen ter vervanging van een op wachtgeld gestelden onderwijzer, dan wordt de dagteekening zijner benoeming verplaatst naar het tijdstip waarop hij in dienst is getreden.

Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, mag de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing verklaren, dat de jaarlijksche verhooging een onderwijzer niet behoort te worden verleend.

Tenzij de onderwijzer werd getroffen met eene tuchtstraf zwaarder dan degene, welke de gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal die maatregel slechts mogen worden genomen, na het advies van den opziener ingewonnen en de uitleggingen van den onderwijzer gehoord te hebben.

In de gemeenten waar de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belasting geen 100 frank te boven gaat, zal de Staat de twee derden der verplichte geregelde verhoogingen dragen; in de andere gemeenten zal hij voor de helft tusschenkomen.

Wanneer, ten gevolge der afnemings van de bevolking der gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwerksel ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de vergoeding voor huisvesting, die zij krachtens het derde lid van artikel 13 hadden verworven.

Wanneer eene school naar eene hogere

gorie supérieure, les instituteurs ont droit à l'indemnité de logement de la nouvelle catégorie.

Lorsqu'un instituteur passe d'une commune à une autre, son traitement est maintenu, mais son indemnité de logement est mise en rapport avec la catégorie à laquelle appartient la commune où il va exercer ses fonctions.

ART. 18. — En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales non placé dans la position de disponibilité, le Collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés.

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Elle ne peut être, par année, inférieure à 1,000 francs, auxquels s'ajouteront l'indemnité de logement qui correspond à la catégorie à laquelle appartient la commune, et le supplément de traitement de 500 francs pour les chefs d'école; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la province et la commune dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'État, un cinquième à charge de la province et deux cinquièmes à charge de la commune.

Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée.

ART. 2.

La loi du 22 juin 1899 sur l'enseignement primaire est abrogée.

reeks overgaat, hebben de onderwijzers recht op de vergoeding voor huisvesting der nieuwe reeks.

Wanneer een onderwijzer naar een andere gemeente overgaat, wordt zijne jaarwedde behouden, doch zijne vergoeding voor huisvesting wordt geëvenredigd aan de reeks tot welke de gemeente, waar hij zijne bediening gaat uitoefenen, behoort.

ART. 18. — In geval van ziekte van een lid van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, dat niet in den toestand van beschikbaarheid gesteld is, duidt het schepencollege, om dezen bediende, tijdens den duur van zijn verlof, te vervangen, een tijdelijken onderwijzer aan, onder de gediplomeerde onderwijzers gekozen.

De gemeenteraad bepaalt het bedrag van de aan den tijdelijken onderwijzer te betalen vergoeding. Deze mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,000 frank, waarbij worden gevoegd : de vergoeding voor huisvesting toegekend aan de reeks waartoe de gemeente behoort, en de aanvullende wedde van 500 frank voor de schoolhoofden; zij wordt berekend naar het getal dagen dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, de provincie en de gemeenten, in de volgende evenredigheid : twee vijfden ten laste van den Staat, één vijfde ten laste van de provincie en twee vijfden ten laste van de gemeente.

Deze tusschenkomst zal dezelfde zijn in geval van ziekte van een gediplomeerden onderwijzer, die in de aangenomen scholen onderricht geeft.

ART. 2.

De wet van 22 Juni 1899 op het lager onderwijs wordt ingetrokken.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Lorsque le traitement actuel d'un instituteur n'atteint pas le minimum legal résultant de la combinaison des articles 13 et 15, tels qu'ils sont modifiés par la présente loi, y compris les majorations de traitement auxquelles lui donnent droit ses années de service, l'augmentation annuelle sera, pour cet instituteur, portée à cent francs jusqu'à ce que son traitement atteigne le chiffre établi par la présente loi.

ART. 3.

Overgangsbepaling.

Bereikt de huidige jaarwedde van een onderwijzer niet het wettelijk minimum voortvloeiende uit de samengevoegde artikelen 13 en 15, zooals ze bij deze wet worden gewijzigd, met inbegrip van de verhoogingen van wedde waarop zijne dienstjaren hem recht geven, dan wordt, voor dien onderwijzer, de jaarlijksche verhooging gebracht op honderd frank, tot dat zijne wedde het bij deze wet bepaald cijfer bereikt.

FÉLIX CAMBIER.

E. ANSELE.

G. LORAND.

EMILE VANDERVELDE.

VICT. VANDEWALLE.

LÉON TERMOTE.

ANNEXE.

Loi du 15 septembre 1895.

ART. 15. — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

Communes de				
5 ^e cat. 1,500 hab. et moins .	1,200	1,200	1,000	1,000
4 ^e cat. 1,501 à 10,000 hab. .	1,400	1,300	1,100	1,100
3 ^e cat. 10,001 à 40,000 hab. .	1,600	1,400	1,200	1,100
2 ^e cat. 40,001 à 100,000 hab. .	1,800	1,600	1,300	1,200
1 ^e cat. plus de 100,000 hab. .	2,400	2,200	1,400	1,200
	Instituteurs.	Institutrices.	Sous-instituteurs.	Sous-institutrices.

Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Lorsqu'une commune de plus de 1,500 habitants est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du conseil communal, la Députation permanente entendue, décider que le traitement à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixé d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

Texte proposé.

ART. 15. - - Le conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à mille francs.

Les instituteurs ou institutrices appelés à diriger une école touchent de ce chef un supplément de traitement, qui ne peut être inférieur à trois cents francs. Les communes peuvent leur fournir le logement dans les locaux scolaires ou à proximité, au lieu de leur payer l'indemnité de logement prévue à l'alinéa suivant.

Loi du 15 septembre 1895.

Tout traitement actuel n'atteignant pas le minimum légal indiqué ci-dessus sera porté à ce taux à partir du 1^{er} janvier 1896.

L'instituteur a droit à un logement ou à une indemnité de logement. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par le premier alinéa du présent article :

5^e catégorie. 200 francs.

4^e — 500 —

3^e — 400 —

2^e — 600 —

1^{re} — 800 —

Lorsque le mari et la femme sont chefs d'école dans la même commune, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de logement.

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

ART. 15. — L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 600 francs le minimum légal de traitement attaché à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions.

Sur la proposition du conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspecteur et de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quadriennale.

Texte proposé.

(Modifié et reporté à la fin sous forme de disposition transitoire.)

Tout instituteur, institutrice, sous-instituteur ou sous-institutrice a droit à indemnité de logement fixée comme suit :

Communes de :

4^e cat., moins de 10,000 h., 500 francs.

5^e — 10.001 à 40,000 h., 400 —

2^e — 40,001 à 100,000 h., 500 —

1^{re} — plus de 100,000 h., 600 —

(Abrogé)

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires.

ART. 15. — *A l'expiration de chaque année de bons services, l'instituteur a droit à une augmentation de 75 francs, durant ses dix premières années de fonctions, et à une augmentation de 50 francs durant les vingt années suivantes.*

(Modifié et reporté plus loin.)

Loi du 15 septembre 1895.

La première période quadriennale prendra cours le 1^{er} janvier 1892 pour les instituteurs nommés à titre définitif avant cette date; pour les autres, elle commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de leur nomination définitive. L'instituteur qui compte au moins dix ans de services au 1^{er} janvier 1896 jouira, à partir de cette date, d'une augmentation de traitement de 200 francs, sans préjudice de l'application des dispositions des 2^e, 4^e et 5^e alinéas du présent article.

Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation à l'instituteur peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période quadriennale pendant laquelle la peine a été infligée. Toutefois, sur la proposition du conseil communal, la députation permanente entendue, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique pourra relever l'instituteur de cette déchéance.

Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 fr., l'État supportera les deux tiers des augmentations périodiques obligatoires; il en supportera la moitié dans les autres communes.

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conser-

Texte proposé.

La première période annuelle commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de la nomination de l'instituteur à titre définitif.

Si celui-ci a été appelé antérieurement à remplacer un instituteur en disponibilité, la date de sa nomination sera reportée à l'époque de son entrée en fonctions.

(Abrogé.)

Sur la proposition du conseil communal et après avoir pris l'avis de la députation permanente, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation annuelle.

A moins que l'instituteur ait été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, cette mesure ne pourra être prise qu'après avoir pris l'avis de l'inspecteur et avoir entendu l'instituteur dans ses explications.

(Maintenu.)

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conser-

Loi du 15 septembre 1895.

vent les traitements et les droits à l'augmentation qu'ils ont acquis en vertu du premier alinéa de l'article 15 et du présent article.

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure les instituteurs n'ont droit qu'au minimum de traitement de la nouvelle catégorie, si ce minimum égale ou dépasse le revenu dont ils jouissaient en dernier lieu.

Les mêmes règles sont appliquées chaque fois qu'un instituteur est appelé à une nouvelle fonction de l'enseignement primaire communal.

ART. 18. — En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales non placé dans la position de disponibilité, le Collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés.

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Cette indemnité ne peut être, par année, inférieure à 1,000 francs pour les sous-instituteurs et 1,200 francs pour les instituteurs; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la commune et le titulaire malade dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'État, deux cinquièmes à charge de la commune et un cinquième à charge du titulaire.

Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée.

Texte proposé.

vent l'indemnité de logement qui leur était acquise en vertu du troisième alinéa de l'article 15.

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs ont droit à l'indemnité de logement de la nouvelle catégorie.

Lorsqu'un instituteur passe d'une commune à une autre, son traitement est maintenu, mais son indemnité de logement est mise en rapport avec la catégorie à laquelle appartient la commune où il va exercer ses fonctions.

ART. 18. (Maintenu.)

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Elle ne peut être, par année, inférieure à 1,000 francs, auxquels s'ajouteront l'indemnité de logement qui correspond à la catégorie à laquelle appartient la commune, et le supplément de traitement de 500 francs pour les chefs d'école; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la province et la commune dans les proportions suivantes: deux cinquièmes à charge de l'État, un cinquième à charge de la province et deux cinquièmes à charge de la commune.

(Maintenu.)

Loi du 15 septembre 1895.

Texte proposé.

ART. 2.

La loi du 22 juin 1899 sur l'enseignement primaire est abrogée.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Lorsque le traitement actuel d'un instituteur n'atteint pas le minimum légal résultant de la combinaison des articles 13 et 15, tels qu'ils sont modifiés par la présente loi, y compris les majorations de traitement auxquelles lui donnent droit ses années de service, l'augmentation annuelle sera, pour cet instituteur, portée à cent francs jusqu'à ce que son traitement atteigne le chiffre établi par la présente loi.

(Nr 62.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging van verscheidene artikelen der wet
van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Alhoewel achtereenvolgende wijzigingen werden toegebracht aan de schaal waarbij het wettelijk minimum voor de jaarwedde der gemeenteonderwijzers wordt bepaald, verwekt de huidige toestand steeds dezelfde klachten; het ingewikkelde der bestaande regelen leidt tot ongewone en jammerlijke gevolgen, waarop eens te meer werd gewezen, bij de behandeling van de Begrooting van Openbaar Onderwijs.

De wet van 14 Augustus 1903, de laatste die den toestand der onderwijzers veranderde, werd in der haast en zonder voldoende onderzoek aangenomen; zij stelde geen einde aan de klachten van het onderwijzend personeel, en reeds werden, om deze nochtans zoo jonge wet te verbeteren, twee nieuwe wetsvoorstellen bij de Kamer overgelegd, een door een lid der rechterzijde en het andere door een lid der linkerzijde.

Wij denken dat er dient verder te worden gegaan en volstrekt afgezien, zooals gedaan werd voor het middelbaar onderwijs, van het thans bestaande stelsel der reeksen, hetwelk ten allen tijde, om het even welke ondergeschikte verbeteringen er aan worden toegebracht, de talrijke bezwaren zal opleveren, die reeds zoo menigwerf in het licht werden gesteld.

Wij denken dat de jaarwedde der lagere onderwijzers moet worden verhoogd naar gelang van het getal hunner dienstjaren, zonder te letten op de belangrijkheid der gemeente waar de school is gevestigd; deze laatste beschouwing dient enkel in acht genomen te worden voor het bepalen van het bedrag der vergoeding voor huisvesting.

Men zou, ons dunkt, ook het verschil tusschen de jaarwedde der hoofdonderwijzers en die der hulponderwijzers moeten eenvormig maken.

Met het bestaande stelsel, kan de verhooving, verleend aan hem die tot bestuurder eener school wordt benoemd, aanzienlijk zijn in de eerste reeksen; zij kan echter onbeduidend wezen voor de onderwijzers der laatste reeksen, en wel omdat zij het voordeel hunner dienstjaren verliezen.

Ten einde de gebreken van de bestaande schaal van jaarwedden te verhelpen, stellen wij voor, aan alle onderwijzers eene jaarwedde toe te kennen, waarvan het minimum een vast gedeelte begrijpt, gelijk voor alle onderwijzers, en eene vergoeding voor huisvesting, veranderende volgens de belangrijkheid der gemeente; bij dat minimum komen geregelde en regelmatige verhoovingen; eindelijk, het meerdere werk en de meerdere verantwoordelijkheid voor hen die eene school besturen, worden vergeld door middel van eene bijkomende en vaste vergoeding.

Ons voorstel stelt de onderwijzeressen gelijk met de onderwijzers, daar zij dezelfde diensten bewijzen.

Ziedaar het algemeen beginsel van ons voorstel.

Zichier nu op welke wijze wij de toepassing der bijzonderheden opvatten :

I. — Door aan de leden van 't personeel van het lager onderwijs een eenvormig minimum van jaarwedde van 1,000 frank te verleenen, kennen wij aan allen eene vergoeding voor huisvesting toe, wat tusschen hunne jaarwedde de trapsgewijze opklimming verwekt in verhouding tot de belangrijkheid der gemeente waar zij moeten wonen.

Aldus algemeen gemaakt, schijnt het ons toe dat de vergoeding voor huisvesting kan worden bepaald naar eene schaal, die weinig verschilt met diegene welke in de wet van 1893 is aangenomen. Evenwel vermindere wij die vergoeding voor de eerste reeks tot 600 frank, en voor de tweede reeks tot 500 frank, ten einde de gemeentefinanciën niet te overlasten. Daarentegen schaffen wij de vijfde reeks af, daar het ons niet billijk voorkomt ze te handhaven. Het minimum der inkomsten zal dus 1,300, 1,400, 1,500 of 1,600 frank bedragen, volgens de aanzienlijkheid der gemeente.

Daar de vergoeding voor huisvesting slechts een gedeelte der jaarwedde is, nemen wij de bepaling weg, volgens welke twee echtgenooten ze niet te gelijker tijd kunnen genieten.

Wij vragen ook dat de afzonderlijke vergoeding, aan de hoofdonderwijzers bestuurders eener school toegekend, niet minder dan 500 frank mag bedragen.

II. — Wat de geregelde verhoovingen van jaarwedde betreft, daar de familielasten der onderwijzers regelmatig en onafgebroken toenemen, kwam het ons voor dat jaarlijksche, weinig aanzienlijke verhoovingen beter zouden beantwoorden aan de wenschen van het onderwijzend personeel dan meer aanzienlijke doch meer verwijderde verhoovingen. Daarom stellen wij voor, hun eerst tien jaarlijksche verhoovingen van vijf en zeventig frank te verleenen en vervolgens twintig andere van vijftig frank.

Het schijnt ons billijk dat die geregelde verhoogingen van inkomsten ietwat grooter zijn in 't begin van de loopbaan dan in het vervolg, vermits vooral in den loop der eerste jaren van de uitoefening zijner zending de onderwijzer zich de grootste uitgaven moet getroosten, ten einde zijne algemeene vak-opleiding aan te vullen.

Artikel 15 van de wet op het lager onderwijs behelst thans twee bepalingen, beide betreffende de niet-toekenning van de geregelde verhoogingen van jaarwedde; die twee bepalingen hebben wij tot eene enkele vereenigd, en er tevens eene lichte wijziging aan toegebracht; het geldt hier eene wezenlijke straf welke, ons dunkens, rechtstreeks door de hoogere overheid moet worden uitgesproken, zonder in eenig geval van rechtswege te moeten voortvloeien uit de toepassing van tuchtstraffen.

III. — Het stelsel dat wij wenschen in te voeren, zou de voornaamste redenen wegnemen, die thans vele leden van het onderwijzend personeel aanzetten om van verblijfplaats te veranderen. Komt dit niettemin voor, zoo schijnt het ons onrechtvaardig den onderwijzer die zich verplaatst de vrucht van zijne jaren arbeid te doen verliezen. Zijne jaarwedde kan dus slechts worden gewijzigd wat betreft de vergoeding voor huisvesting, overeen te brengen met den rang der gemeente waar de onderwijzer in dienst zal treden, 't is te zeggen verhoogd of verlaagd, naar de gevallen.

Ook zal de overgang eener gemeente van den eenen rang tot den anderen, ten gevolge van toe- of afnemings der bevolking, van geen invloed zijn op de jaarwedde der onderwijzers, behalve voor hunne huisvestingsvergoeding en mits voorbehoud van verworven rechten. Trouwens, wij handhaven, met eene meer algemeene, meer redematige toepassing, dit beginsel, dat reeds nu voorkomt in de wet, volgens hetwelk de jaarwedde der onderwijzers niet mag worden verminderd.

IV. — Onderzoekt men aandachtig de door ons voorgestelde bepalingen, zoo wordt men dadelijk gewaar dat, al geven wij toe aan billijke eischen, de geldelijke lasten daardoor slechts onbeduidend worden verzwaaard. Men moet vermijden het nogal onvast evenwicht der begrooting van kleine gemeenten te verbreken, wanneer men haar ineens aanzienlijk grootere uitgaven oplegt. Wij denken dat de overgangsbepaling, aan 't slot van ons ontwerp, dat gevaar voorkomt; zij zegt dat het tarief wordt toegepast met eene jaarlijksche verhooging van honderd frank op de jaarwedde der onderwijzers, wanneer deze geringer is dan wat zij zouden genieten door het toepassen van de door ons uitgedrukte nieuwe regelen. Daar de gemeenten, naar gelang van de gevallen, slechts bijdragen voor een derde of voor de helft, zullen hare uitgaven slechts met 33 of hoogstens met 50 frank per onderwijzer toenemen, zoolang het tarief niet op volledige wijze wordt toegepast. Na dien tijd, zal het aandeel der gemeente in de jaarlijksche verhoogingen verschillen van fr. 37.50 tot fr. 16.66 per onderwijzer.

V. — Twee andere bepalingen betreffen de voorloopig benoemde onderwijzers, ter vervanging van onderwijzers die voor soms zeer langen tijd in

beschikbaarheid zijn gesteld, en voor de onderwijzers *ad interim*. Voor de eersten vragen wij dat, wanneer de benoeming bestendig wordt, zij terugwerkende kracht zou hebben, wat betreft het recht op de jaarlijksche verhoogingen, tot den dag waarop in bediening werd getreden. Onder de bestaande wet, wordt de jaarwedde der tijdelijk aangestelden voor twee vijfden door den Staat betaald ; een zelfde gedeelte valt ten laste van de gemeente en het laatste vijfde moet door den zieken titularis worden uitbetaald. Men heeft het weinig billijk geacht dat onderwijzers, door ziekte getroffen en uit dien hoofde tot meerdere uitgaven verplicht, beroofd werden van een gedeelte hunner jaarwedde. Het meerendeel der provincieraden van 't land hebben den last, door de wet aan den zieken onderwijzer opgelegd, voor eigene rekening overgenomen. Wij stellen voor, dat heilzaam initiatief der provincieraden te bekrachtigen, door den tekst der wet te wijzigen.

Vol vertrouwen onderwerpen wij dit voorstel aan het onderzoek der Kamer die, wij houden er ons van overtuigd, het zal bestudeeren met dezen onzen wensch om eindelijk het oor te leenen aan de billijke klachten der lagere onderwijzers, zonder nochtans den geldelijken toestand der gemeenten in gevaar te brengen.

FÉLIX CAMBIER.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les articles suivants de la loi du 15 septembre 1895 sont modifiés comme suit :

ART. 13. — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à mille francs.

Les instituteurs ou institutrices appelés à diriger une école touchent de ce chef un supplément de traitement, qui ne peut être inférieur à trois cents francs. Les communes peuvent leur fournir le logement dans les locaux scolaires ou à proximité, au lieu de leur payer l'indemnité de logement prévue à l'alinéa suivant.

Tout instituteur, institutrice, sous-instituteur ou sous-institutrice a droit à une indemnité de logement fixée comme suit :

Communes de :

4^e cat., moins de 10,000 h., 300 francs.

3^e — 10,001 à 40,000 h., 400 —

2^e — 40,001 à 100,000 h., 500 —

1^{re} — plus de 100,000 h., 600 —

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende artikelen der wet van 15 September 1895 worden gewijzigd als volgt :

ART. 13. — De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet minder dan duizend frank bedragen.

De onderwijzers of onderwijzeressen, die voor het bestuur eener school worden aangewezen, genieten uit dien hoofde eene bijwedde die niet minder dan drie honderd frank mag bedragen. De gemeenten kunnen hun huisvesting verleen en in de schoolgebouwen of in de nabijheid daarvan, in stede van hun de bij het volgend lid voorziene vergoeding voor huisvesting te verleen en.

Elke onderwijzer, onderwijzeres, hulp-onderwijzer of hulponderwijzeres, heeft recht op eene vergoeding voor huisvesting, die wordt vastgesteld als volgt :

Gemeenten :

der 4^e reeks, minder dan 10,000 inwoners, 300 frank.

der 3^e reeks, 10,001 tot 40,000 inwoners, 400 frank.

der 2^e reeks, 40,001 tot 100,000 inwoners, 500 frank.

der 1^e reeks, meer dan 100,000 inwoners, 600 frank.

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene hun later verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerders in bediening zijn.

ART. 15. — *A l'expiration de chaque année de bons services, l'instituteur a droit à une augmentation de 75 francs, durant ses dix premières années de fonctions, et à une augmentation de 50 francs durant les vingt années suivantes.*

La première période annuelle commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de la nomination de l'instituteur à titre définitif.

Si celui-ci a été appelé antérieurement à remplacer un instituteur en disponibilité, la date de sa nomination sera reportée à l'époque de son entrée en fonctions.

Sur la proposition du conseil communal et après avoir pris l'avis de la députation permanente, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation annuelle.

A moins que l'instituteur ait été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, cette mesure ne pourra être prise qu'après avoir pris l'avis de l'inspecteur et avoir entendu l'instituteur dans ses explications,

Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 100 francs, l'État supportera les deux tiers des augmentations périodiques obligatoires; il en supportera la moitié dans les autres communes.

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent l'indemnité de logement qui leur était acquise en vertu du troisième alinéa de l'article 13.

Lorsqu'une école entre dans une caté-

ART. 15. — *Na verloop van elk jaar goede diensten, heeft de onderwijzer recht op eene verhooging van 75 frank, gedurende zijne eerste tien dienstjaren, en op eene verhooging van 50 frank gedurende de twintig volgende jaren.*

Het eerste jaarlijksch tijdvak zal aangevangen den 1ⁿ Januari van het jaar volgende op de bepaalde benoeming van den onderwijzer.

Werd deze vroeger aangewezen ter vervanging van een op wachtgeld gestelden onderwijzer, dan wordt de dagteekening zijner benoeming verplaatst naar het tijdstip waarop hij in dienst is getreden.

Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, mag de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing verklaren, dat de jaarlijksche verhooging een onderwijzer niet behoort te worden verleend.

Tenzij de onderwijzer werd getroffen met eene tuchtstraf zwaarder dan degene, welke de gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal die maatregel slechts mogen worden genomen, na het advies van den opziener ingewonnen en de uitleggingen van den onderwijzer gehoord te hebben.

In de gemeenten waar de opbrengst van een opcentiem op de hoofdsom der rechtstreeksche belasting geen 100 frank te boven gaat, zal de Staat de twee derden der verplichte geregelde verhoogingen dragen; in de andere gemeenten zal hij voor de helft tusschenkomen.

Wanneer, ten gevolge der afnemings van de bevolking der gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwissel ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de vergoeding voor huisvesting, die zij krachtens het derde lid van artikel 13 hadden verworven.

Wanneer eene school naar eene hoogere

gorie supérieure, les instituteurs ont droit à l'indemnité de logement de la nouvelle catégorie.

Lorsqu'un instituteur passe d'une commune à une autre, son traitement est maintenu, mais son indemnité de logement est mise en rapport avec la catégorie à laquelle appartient la commune où il va exercer ses fonctions.

ART. 18. — En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales non placé dans la position de disponibilité, le Collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés.

Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Elle ne peut être, par année, inférieure à 1,000 francs, auxquels s'ajouteront l'indemnité de logement qui correspond à la catégorie à laquelle appartient la commune, et le supplément de traitement de 300 francs pour les chefs d'école; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la province et la commune dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'État, un cinquième à charge de la province et deux cinquièmes à charge de la commune.

Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée.

ART. 2.

La loi du 22 juin 1899 sur l'enseignement primaire est abrogée.

reeks overgaat, hebben de onderwijzers recht op de vergoeding voor huisvesting der nieuwe reeks.

Wanneer een onderwijzer naar eene andere gemeente overgaat, wordt zijne jaarwedde behouden, doch zijne vergoeding voor huisvesting wordt geëvenredigd aan de reeks tot welke de gemeente, waar hij zijne bediening gaat uitoefenen, behoort.

ART. 18. — In geval van ziekte van een lid van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, dat niet in den toestand van beschikbaarheid gesteld is, duidt het schepencollege, om dezen bediende, tijdens den duur van zijn verlof, te vervangen, een tijdelijken onderwijzer aan, onder de gediplomeerde onderwijzers gekozen.

De gemeenteraad bepaalt het bedrag van de aan den tijdelijken onderwijzer te betalen vergoeding. Deze mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,000 frank, waarbij worden gevoegd de vergoeding voor huisvesting toegekend aan de reeks waartoe de gemeente behoort, en de aanvullende wedde van 300 frank voor de schoolhoofden; zij wordt berekend naar het getal dagen dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, de provincie en de gemeenten, in de volgende evenredigheid : twee vijfden ten laste van den Staat, één vijfde ten laste van de provincie en twee vijfden ten laste van de gemeente.

Deze tusschenkomst zal dezelfde zijn in geval van ziekte van een gediplomeerden onderwijzer, die in de aangenomen scholen onderricht geeft.

ART. 2.

De wet van 22 Juni 1899 op het lager onderwijs wordt ingetrokken.

ART. 3.*Disposition transitoire.*

Lorsque le traitement actuel d'un instituteur n'atteint pas le minimum légal résultant de la combinaison des articles 13 et 15, tels qu'ils sont modifiés par la présente loi, y compris les majorations de traitement auxquelles lui donnent droit ses années de service, l'augmentation annuelle sera, pour cet instituteur, portée à cent francs jusqu'à ce que son traitement atteigne le chiffre établi par la présente loi.

ART. 3.*Overgangsbepaling.*

Bereikt de huidige jaarwedde van een onderwijzer niet het wettelijk minimum voortvloeiende uit de samengevoegde artikelen 13 en 15, zooals ze bij deze wet worden gewijzigd, met inbegrip van de verhoogingen van wedde waarop zijne dienstjaren hem recht geven, dan wordt, voor dien onderwijzer, de jaarlijksche verhoging gebracht op honderd frank, tot dat zijne wedde het bij deze wet bepaald cijfer bereikt.

FÉLIX CAMBIER.**E. ANSEELE.****G. LORAND.****ÉMILE VANDERVELDE.****VICT. VANDEWALLE.****LÉON TERMOTE.**

BIJLAGE.

Wet van 15 September 1895.

Art. 13. — De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet beneden de som zijn, die in de volgende tabel voor elke reeks gemeenten aangeduid is :

3 ^e reeks. — Gemeenten van 1,500 inwoners en minder fr.	1,200	1,200	1,000	1,000
4 ^e reeks. — Gemeenten van 1,501 tot 10,000 inwoners.	1,400	1,300	1,100	1,100
5 ^e reeks. — Gemeenten van 10,001 tot 40,000 inwoners.	1,600	1,400	1,200	1,100
6 ^e reeks. — Gemeenten van 40,001 tot 100,000 inwoners.	1,800	1,500	1,300	1,200
7 ^e reeks. — Gemeenten van meer dan 100,000 inwoners.	2,400	2,200	1,400	1,200
			Onderwijzers.	
			Onderwijzeressen.	
			Hulp- onderwijzers.	
			Hulp- onderwijzeressen.	

De gemeenten worden gerangschikt naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de laatste tienjaarlijksche volksoptelling.

Wanneer eene gemeente van meer dan 1,500 inwoners uit twee of meer wel onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, beslissen dat de jaarwedde, te verleen aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken, zal worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is.

Voorgeste'de tekst.

Art. 13. — De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet minder dan duizend frank bedragen.

De onderwijzers of onderwijzeressen, die voor het bestuur eener school worden aangewezen, genieten uit dien hoofde eene bijwedde die niet minder dan drie honderd frank mag bedragen. De gemeenten kunnen hun huisvesting verleen in de schoolgebouwen of in de nabijheid daarvan, in stede van hun de bij het volgend lid voorziene vergoeding voor huisvesting te verleen.

Wet van 15 September 1895.

Alle jaarwedde, die thans het hierboven aangeduid wettelijk minimum niet bereikt, zal worden verhoogd tot dit bedrag, te rekenen van 1 Januari 1896.

De onderwijzer heeft recht op huisvesting of op eene vergoeding voor huisvesting. Deze vergoeding is vastgesteld op de hierna aangeduide som, voor elke der reeksen gemeenten, door de eerste alinea van dit artikel vastgesteld :

5 ^e reeks	200 frank.
4 ^e —	300 —
3 ^e —	400 —
2 ^e —	600 —
1 ^e —	800 —

Wanneer de man en de vrouw in dezelfde gemeente schoolhoofden zijn, mogen zij slechts op eene enkele huisvesting of op eene enkele vergoeding voor huisvesting aanspraak maken

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene, welke hun later zullen worden verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerders in dezelfde gemeente in bediening zijn.

ART. 15. — De onderwijzer heeft recht op eene vermeerdering van 100 fr. na verloop van elk tijdvak van vier jaren goede diensten, tot beloop van de huidige som ter verhooging van 600 frank boven het wettelijk minimum van jaarwedde, verbonden aan de reeks waartoe de school behoort waar hij zijne bediening uitoefent.

Op voorstel van den gemeenteraad, na het advies van den opziener en van de Bestendige Deputatie ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord te hebben, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs,

Voorgestelde tekst.

(Gewijzigd en aan het slot geplaatst als overgangsbepaling.)

Elke onderwijzer, onderwijzeres, hulp-onderwijzer of hulponderwijzeres, heeft recht op eene vergoeding voor huisvesting, die wordt vastgesteld als volgt :

Gemeenten :

der 4^e reeks, minder dan 10,000 inwoners, 300 frank.

der 3^e reeks, 10,001 tot 40,000 inwoners, 400 frank.

der 2^e reeks, 40,001 tot 100,000 inwoners, 500 frank.

der 1^e reeks, meer dan 100,000 inwoners, 600 frank.

(Wordt ingetrokken.)

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene hun later verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerders in bediening zijn.

ART. 15. — *Na verloop van elk jaar goede diensten, heeft de onderwijzer recht op eene verhooging van 75 frank, gedurende zijne eerste tien dienstjaren, en op eene verhooging van 50 frank gedurende de twintig volgende jaren.*

(Gewijzigd en verder geplaatst.)

Wet van 15 September 1895.

bij met redenen omkleede beslissing, verklaren, dat er geene reden bestaat aan zekeren onderwijzer de vierjarige vermeerdering te verleenen.

Het eerste vierjarig tijdvak zal aanvangen den 1^o Januari 1892 voor de onderwijzers, bepaald vóór deze dagteekening benoemd; voor de andere zal het beginnen den 1^o Januari van het jaar dat volgt op de dagteekening hunner bepaalde benoeming. De onderwijzer die, op den 1^o Januari 1896, ten minste tien jaren dienst telt zal, te beginnen met dezen dag, eene jaarweddeverhooging van 200 frank genieten, ongeminderd de toepassing van de bepalingen der 2^e, 4^e en 5^e alinea's van dit artikel.

De niet verplichte jaarwedde-verhoogingen, bij voorbaat aan den onderwijzer verleend, mogen van de latere verplichte verhoogingen afgeteld worden.

De onderwijzer getroffen met eene tuchtstraf, zwaarder dan degene, welke de gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal de verhooging niet krijgen, verbonden aan het vierjarig tijdvak, waarin de straf werd opgelegd. Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, mag nochtans de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs den onderwijzer van de toepassing van dezen maatregel ontslaan.

In de gemeenten waar de opbrengst van een opcentime bij de hoofdsom der rechtstreeksche belasting geen 100 frank te boven gaat, zal de Staat de twee derden der verplichte geregelde verhoogingen dragen; in de andere gemeenten zal hij voor de helft tusschenkomen.

Wanneer, ten gevolge der afnemings van de bevolking der gemeente, eene school tot eene lagere reeks overgaat, heeft

Voorgestelde tekst.

Het eerste jaarlijksch tijdvak zal aanvangen den 1^o Januari van het jaar volgende op de bepaalde benoeming van den onderwijzer.

Werd deze vroeger aangewezen ter vervanging van een op wachtgeld gestelden onderwijzer, dan wordt de dagteekening zijner benoeming verplaatst naar het tijdstip waarop hij in dienst is getreden.

(Wordt ingetrokken.)

Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, mag de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing verklaren, dat de jaarlijksche verhooging een onderwijzer niet behoort te worden verleend.

Tenzij de onderwijzer werd getroffen met eene tuchtstraf zwaarder dan degene, welke de gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal die maatregel slechts mogen worden genomen, na het advies van den opziener ingewonnen en de uitleggingen van den onderwijzer gehoord te hebben.

(Wordt behouden.)

Wanneer, ten gevolge der afnemings van de bevolking der gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft

Wet van 15 September 1895.

deze verandering slechts uitwerksel ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de jaarwedden en de rechten op verhooving welke zij verworven hebben, krachtens de eerste alinea van artikel 13 en dit artikel.

Wanneer eene school naar eene hoogere reeks overgaat, hebben de onderwijzers enkel recht op het minimum van jaarwedde der nieuwe reeks, indien dit minimum het inkomen, dat zij in den laatsten tijd genoten, bereikt of overtreft.

Dezelfde regels worden toegepast telkenmale een onderwijzer tot eene nieuwe bediening in het lager gemeenteonderwijs wordt beroepen.

ART. 18. — In geval van ziekte van een lid van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, dat niet in den toestand van beschikbaarheid gesteld is, duidt het schepencollege, om dezen bediende, tijdens den duur van zijn verlof, te vervangen, een tijdelijken onderwijzer aan, onder de gediplomeerde onderwijzers gekozen.

De gemeenteraad bepaalt het bedrag der vergoeding, aan den tijdelijken onderwijzer te betalen. Deze vergoeding mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,000 frank voor de hulponderwijzers en 1,200 frank voor de onderwijzers; zij wordt berekend naar het getal dagen, dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, de gemeente en den zieken onderwijzer in

Voorgestelde tekst.

deze verandering slechts uitwerksel ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden *de vergoeding voor huisvesting die zij krachtens het derde lid van artikel 13 hadden verworven.*

Wanneer eene school naar eene hoogere reeks overgaat, *hebben de onderwijzers recht op de vergoeding voor huisvesting der nieuwe reeks.*

Wanneer een onderwijzer naar eene andere gemeente overgaat, wordt zijne jaarwedde behouden, doch zijne vergoeding voor huisvesting wordt geëvenredigd aan de reeks tot welke de gemeente, waar hij zijne bediening gaat uitoefenen, behoort.

ART. 18. — (Wordt behouden.)

De gemeenteraad bepaalt het bedrag van de aan den tijdelijken onderwijzer te betalen vergoeding. Deze mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,000 frank, *waarbij worden gevoegd : de vergoeding voor huisvesting toegekend aan de reeks waartoe de gemeente behoort, en de aanvullende wedde van 300 frank voor de schoolhoofden ;* zij wordt berekend naar het getal dagen dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, *de provincie en de gemeenten, in de volgende*

Wet van 15 September 1895.

de volgende evenredigheid : twee vijfden ten laste van de Staat, twee vijfden ten laste van de gemeente en een vijfde ten laste van den zieken onderwijzer.

Deze tusschenkomst zal dezelfde zijn in geval van ziekte van een gediplomeerden onderwijzer, die in de aangenomen scholen onderricht geeft.

Voorgestelde tekst.

evenredigheid : twee vijfden ten laste van den Staat, *één vijfde ten laste van de provincie* en twee vijfde ten laste van de gemeente.

(Wordt behouden.)

ART. 2.

De wet van 22 Juni 1899 op het lager onderwijs wordt ingetrokken.

ART. 3.**Overgangsbepaling.**

Bereikt de huidige jaarwedde van een onderwijzer niet het wettelijk minimum voortvloeiende uit de samengevoegde artikelen 15 en 15, zooals ze bij deze wet worden gewijzigd, met inbegrip van de verhoogingen van wedde waarop zijne dienstjaren hem recht geven, dan wordt, voor dien onderwijzer, de jaarlijksche verhooging gebracht op honderd frank, totdat zijne wedde het bij deze wet bepaald cijfer bereikt.

